

RAPPORT FINANCIER 2017

Conseil départemental du Puy-de-Dôme



PUY-DE-DÔME
LE DÉPARTEMENT

L'exercice 2017 bénéficie des pleins effets du plan de maîtrise budgétaire décidé au second semestre 2015. Malgré un contexte contraint, les fruits de cette politique, qui a pour la première fois permis d'enregistrer une baisse des dépenses de fonctionnement, corrélés à une forte hausse des encaissements des droits de mutations, ont contribué à améliorer significativement l'épargne brute de notre collectivité. Par ailleurs, nos dépenses d'investissement ont légèrement augmenté notamment pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage départementale. L'ensemble des agrégats et ratios financiers se situent pleinement dans la trajectoire pluriannuelle indispensable à l'équilibre des comptes pour les prochains exercices.

Quelques faits marquants de cette année 2017 :

- ▶ L'année 2017 signe le transfert de la compétence transport à la Région et donc la perte de 25 points de CVAE pour le Département.
- ▶ 2017 est le premier exercice sur lequel le plan d'économies budgétaires a produit ses pleins effets, et donc le premier exercice à connaître une baisse de nos dépenses réelles de fonctionnement
- ▶ Malgré un contexte budgétaire contraint (réduction la DGF de plus de 10.2M€, poids des AIS qui atteint 159.2M€, mesures gouvernementales concernant la masse salariale..) le CA 2017 affiche le respect des ratios financiers cibles : un taux d'épargne brut de 13.4%, une capacité de désendettement de 4.06 ans gage d'une préservation de l'avenir et le maintien d'un effort d'investissement d'environ 85.29M€.

REPÈRES

Dépenses réelles réalisées en 2017 : 673.75 M€

en neutralisant les mouvements liés aux emprunts revolving.

■ en investissement : 112.96 M€

hors revolving.

Les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent à 85.29 M€

■ en fonctionnement : 560.79 M€

Recettes réelles réalisées en 2017 : 705.05 M€

en neutralisant les mouvements liés aux emprunts revolving et l'excédent de fonctionnement capitalisé

■ en investissement : 58.38 M€

hors revolving et excédent de fonctionnement capitalisé

■ en fonctionnement : 646.49 M€

hors produit des cessions d'immobilisations

Epargne brute : 85.71 M€

Capacité de désendettement : 4.06 ans

Compte Administratif 2017 673,75 M€ au service des Puydômois

215,67
M€

Enfance,
personnes âgées,
personnes handicapées

84,16
M€

Voirie,
transports

24,26
M€

Éducation,
jeunesse, sport

41,21
M€

Environnement,
développement
touristique, culturel,
agricole et rural,
politiques territoriales

103,62
M€

Insertion,
habitat et logement

204,83
M€

Ressources humaines,
finances,
et moyens

LES CHARGES COURANTES DE FONCTIONNEMENT

Les charges courantes de fonctionnement s'élèvent à **549,34 M€** soit une baisse de 1.15 % par rapport à 2016.

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- **Les charges de personnel** ont progressé de 5.14 %. Cette évolution plus forte que les années précédentes est notamment due à l'intégration du budget annexe du Parc technique départemental au sein du budget principal. Cette intégration doit être neutralisée et dans ce cas la progression des dépenses de personnel ressort à 1.4%. Cette augmentation répond aux mesures gouvernementales (revalorisation du point et dispositif PPCR) dont les effets ont été évalués à +1.75% par la Cour des Comptes. Cela signifie qu'à périmètre réellement constant les charges de personnel ont diminué en 2017.

- **Les autres dépenses sociales et d'insertion.** Les dépenses d'hébergement ont progressé un peu moins rapidement que les années précédentes (+2.41% contre 5.38% en 2016) en dépit d'une augmentation assez marquée dans le secteur des personnes âgées ainsi que dans celui de l'enfance (mineurs non accompagnés et hébergement d'urgence des familles).

Focus sur les Allocations Individuelles de Solidarité

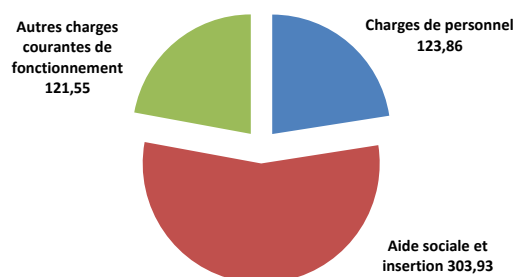
▶ APA 2017 = 54.67 M€

▶ PCH 2017 = 15,70 M€

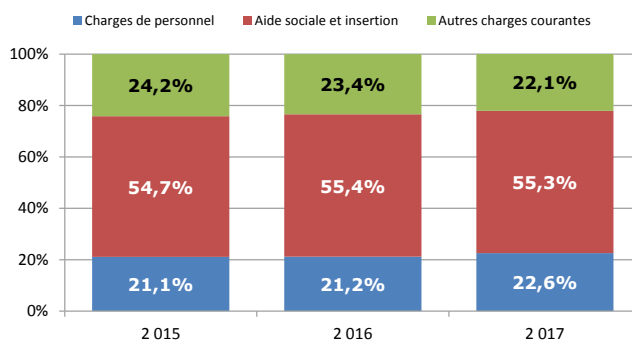
▶ RSA 2017 = 88.71 M€

- **Les allocations de solidarité** (APA, PCH, RSA) ont connu une baisse significative sur l'exercice 2017 : - 3.56 %. Les différentes mesures de rationalisation de l'APA ont permis de réduire sensiblement cette dépense en 2017 (-11.88%). En volume, le RSA représente le poste le plus élevé avec 88.71 M€ dépensés en 2017 contre 87.96 M€ en 2016. Cette dépense a connu une augmentation très limitée (+0.86%) en lien avec la légère diminution du nombre de bénéficiaires et du fait notamment des actions conduites par la collectivité pour mieux maîtriser le budget. Les dépenses de PCH ont continué d'afficher une progression plus soutenue (+5.09%).

Dépenses réelles de fonctionnement : 549,34 M€



Structure des charges courantes en %



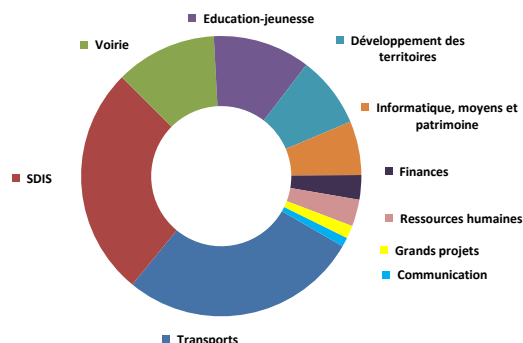
LE SAVIEZ-VOUS ?

L'exercice 2017 a vu le budget annexe du Parc technique départemental intégrer le budget principal et ainsi les flux entre ces 2 budgets disparaître.

Les factures émises par le Parc jusqu'en 2016 intégrant à la fois des frais de personnel, de matériaux, d'amortissement et d'autres charges étaient payées par la politique voirie du budget principal au titre des prestations effectuées pour son compte. Du fait de la prise en charge directe des dépenses par le budget principal, ces différentes charges ont été réparties à partir de 2017 dans les différentes politiques assumant ces dépenses habituellement : la masse salariale a été intégrée à la politique ressources humaines, les amortissements à la politique finances ; seules les dépenses de fournitures, de location, de matériaux, d'équipements, les charges du garage et de l'atelier ont été intégrées à la politique voirie. Aussi, la baisse apparente de 30.7% des charges de voirie doit être retraitée de ces éléments. A périmètre identique ces dépenses sont stabilisées.

- **Les charges courantes qui ne font partie ni des charges de personnel, ni des charges d'aide sociale et d'insertion** sont en diminution sensible (- 6.58 % par rapport à 2016). Parmi les principaux postes en diminution, figurent la politique voirie (-30.73%) en raison de l'intégration du budget parc technique dans le budget principal (cf § 'Le saviez vous ?'), la politique grands projets (-21.3%) et celles des compétences liées au développement des territoires (-9.8%). Concernant la politique grands projets la diminution est liée au non assujettissement à la TVA de la subvention forfaitaire d'exploitation pour la DSP du Panoramique des Dômes. Par ailleurs en 2016 une somme 0.390M€ avait été versée à la régie Auvergne numérique au titre du Haut débit. Quant aux compétences liées au développement des territoires, elles intègrent une baisse due au retrait du Département du syndicat mixte du parc de l'Aize. Outre ces 2 éléments, des politiques intégrées dans ce bloc comme le développement touristique ou les sports connaissent une progression.

Autres Charges de fonctionnement : 121,55 M€



LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Le montant total des produits de fonctionnement net des atténuations de recettes et hors cessions d'immobilisations s'établit à 639.11 millions d'euros soit une hausse de 1.58 % par rapport à 2016.

Quatre natures de produits peuvent être distinguées :

- **La fiscalité directe :** 241.75 M€ (37.8 % de nos produits 2017). Elle est en diminution de 3.02% par rapport à 2016 du fait de la perte de 25 points de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui ont été alloués aux régions afin de financer le transfert de la compétence transports scolaires et interurbains. Le produit de cette cotisation (36.51M€) malgré son dynamisme en 2017 marque ainsi une baisse de 48.61%.

Les autres composantes principales de ces ressources sont la taxe sur le foncier bâti (161.49 M€) et le fonds national de garantie individuelle de ressources FNGIR figé à 10,26 M€. Le produit de la taxe sur le foncier bâti montre une augmentation assez faible en raison d'une augmentation des bases ralenties par rapport aux années précédentes. Le dispositif de compensation péréquée issu du pacte de confiance de 2013 permet le transfert d'une partie des frais de gestion du bâti foncier encaissé antérieurement par l'État, aux départements afin de réduire le déficit lié au financement des allocations de solidarité. Il s'est élevé à 8,75 M€ en 2017.

- **La fiscalité indirecte :** 231.48 M€ (36.2 % des produits 2017). Ces ressources sont constituées de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) pour 81.04 M€ (qui contribue à financer le transfert de compétences de l'acte II, le SDIS et à compenser la suppression de la taxe professionnelle), la taxe intérieure sur les produits énergétiques (TICPE) pour 52,70 M€ (instaurée pour participer au financement de l'acte II et du RSA).

Les droits de mutations constituent également une des composantes principales des produits de la fiscalité indirecte, ils représentent 77.28 M€ en 2017 soit une augmentation sensible de 18.1%. En 2017, le département est en effet revenu à son plus haut niveau historique du nombre de transactions. Il est à noter que cette dynamique est constatée également au niveau national et permet donc au Département du Puy de Dôme de bénéficier d'une augmentation de la dotation versée par le fonds de péréquation des droits de mutations.

Le fonds de solidarité créé en 2014 influe de façon négative sur le financement des allocations de solidarité puisque la collectivité est plus contributeur (dépense de 4,84 M€) que bénéficiaire (recette de 3,59 M€).

Par ailleurs, le produit de la taxe d'électricité enregistre une hausse de 2.50 % (6,98 M€) et celui des taxes d'urbanisme a légèrement augmenté (2,53 M€ soit +6,39 %).

- **Les dotations, concours et compensations versés par l'État** 149,58 M€ (23,4 % du total) dont principalement la DGF qui a diminué de 11.22 % (soit - 10.22 M€) du fait de la réduction des concours de l'État, la DGD, les concours versés par la CNSA pour l'APA, la PCH et la MDPH, les fonds de mobilisation pour l'insertion.

- **Les autres produits de fonctionnement** se montent à 23,70 M€ contre 24,86 M€ en 2016 (soit 3,71 % du total).

FOCUS SUR L'OPTIMISATION DES PRODUITS FISCAUX

Pour le produit sur la taxe sur le foncier bâti et celui de la CVAE, un examen des bases et des produits détaillés au titre de l'observatoire fiscal du Département a permis de signaler à la DDFIP du Puy de Dôme différentes anomalies. L'examen du fichier de CVAE et son croisement avec les données comptables des entreprises dont le chiffre d'affaires était compris entre 152 500 € et 500 000 € a notamment révélé que certaines entreprises ne respectaient pas leurs obligations déclaratives. Ces démarches d'optimisation des recettes de notre collectivité ont permis d'enregistrer un produit supplémentaire d'environ 143K€ en 2017.

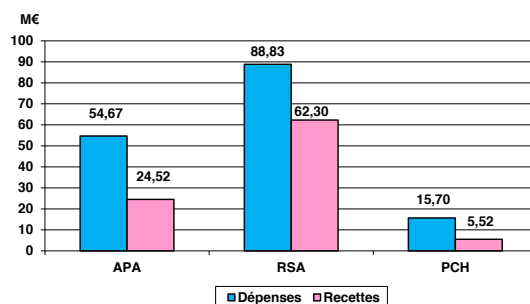
LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

Les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent à 85.29 M€ et sont en augmentation par rapport à 2016 (+3.24%). L'investissement direct (hors opérations prévues au contrat de plan Etat-Région 2015-2020) représentent la part la plus significative (58.2%) des dépenses d'investissement avec 49.69M€. Les subventions d'équipement ont un peu baissé du fait des contraintes budgétaires imposées également au bloc communal (cf données sur l'encours d'AP / focus ci-dessous).

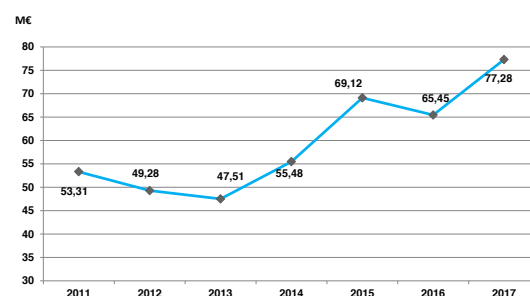
- Ainsi, les subventions d'équipement ont connu un repli en 2017 de 6.97 % et représentent 29.91 M€ dépensés (hors subvention à la régie régionale pour le très haut débit). Les aides versées dans le cadre des politiques liées au développement des territoires ont augmenté de plus de 1.07M€ (les principales hausses : FIC et AEP assainissement). En revanche, la fin du programme ANRU et une baisse des dépenses réalisées pour la modernisation des structures d'hébergement ont marqué un recul des politiques sociales et de l'Habitat.

- Les dépenses en maîtrise d'ouvrage ont augmenté de 12.9 % et représentent 49.69 M€. Le secteur de la voirie est le plus représentatif de cette hausse avec l'intégration du programme d'acquisition de véhicules et engins au sein du budget principal ainsi qu'une augmentation de la consommation des crédits sur les programmes d'opérations de sécurité et des renforcements. S'agissant des collèges, plusieurs opérations ont donné lieu à des consommations de CP plus fortes que l'an passé sur les collèges de Lezoux, Vic le Comte et Beaumont. Enfin, les opérations financées par le CPER 2015-2020 ont débuté : notamment piste cyclables de la RD 766 Clermont-Lempdes ou les projets liés à la chaîne des Puys comme le stationnement au col des Goules.

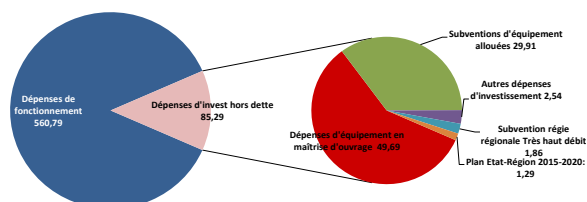
"Couverture" des 3 allocations individuelles de solidarité
Année 2017



Evolution des droits de mutation en M€



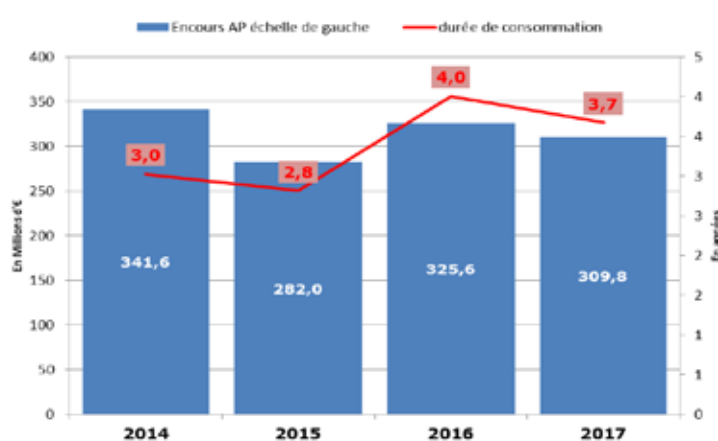
Répartition des dépenses 2017 réalisées en M€



FOCUS SUR LE BILAN DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME AU 31/12/2017

Notre encours d'AP s'élève à 309.8 M€ fin 2017. Ce montant représente le stock d'engagements restant à honorer en 2017 et les années à venir. Concernant le ratio de couverture de l'encours d'AP, c'est-à-dire le nombre d'exercices nécessaires pour solder les AP engagées, il demeure toujours un peu élevé : 3.7 ans du fait du décalage des opérations et des contraintes budgétaires imposées au bloc communal.

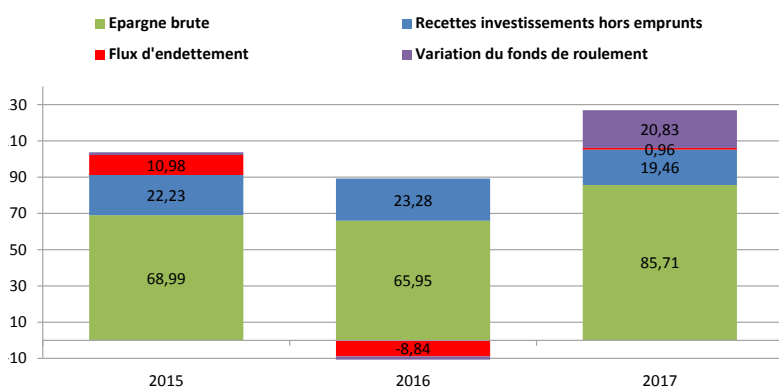
Encours des AP et ratio de consommation des CP



LES RECETTES D'INVESTISSEMENT ET ENDETTEMENT

Les recettes d'investissement hors emprunts se montent à 19.46 M€, elles ont baissé de 16.41 %. Cette baisse concerne surtout le FCTVA et les produits de cession.

Mode de financement des investissements 2015-2017 en M€



Le FCTVA (7.22 M€) a diminué (-1.08 M€) du fait de la baisse de nos dépenses d'équipement entre 2015 et 2016. La DGE se monte à 3.19 M€ soit une hausse de 0.43 M€ par rapport à 2016.

La dotation départementale d'équipement des collègues est quant à elle figée à 2,73 M€.

Dans le graphe ci-contre, nous pouvons constater que la progression de l'épargne a permis de financer un volume plus important d'investissement et de restaurer le niveau du fonds de roulement de la collectivité en gardant un niveau d'endettement stable.

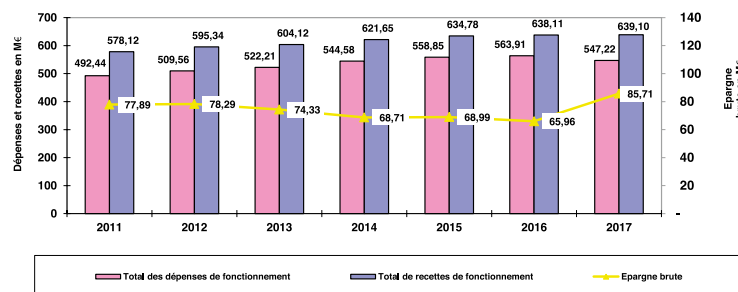
LA SITUATION FINANCIÈRE

La situation financière en 2017 est illustrée par son épargne brute et sa capacité de désendettement.

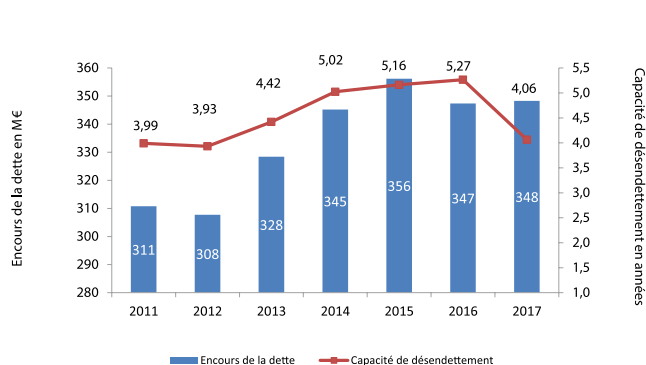
Le taux d'épargne brute s'élève à 13.4% en 2017, il retrouve son niveau des années 2011-2012 grâce à la forte croissance des droits de mutations et au plan d'économies de fonctionnement.

La capacité de désendettement s'élève à 4.06 années en 2017. Cet indicateur exprime la capacité de la collectivité à rembourser sa dette au moyen de son épargne brute. Il s'est amélioré par rapport à l'an passé en raison de l'évolution de notre épargne brute.

Evolution des recettes et dépenses de fonctionnement et de l'épargne brute



Evolution de l'encours de dette et de la capacité de désendettement



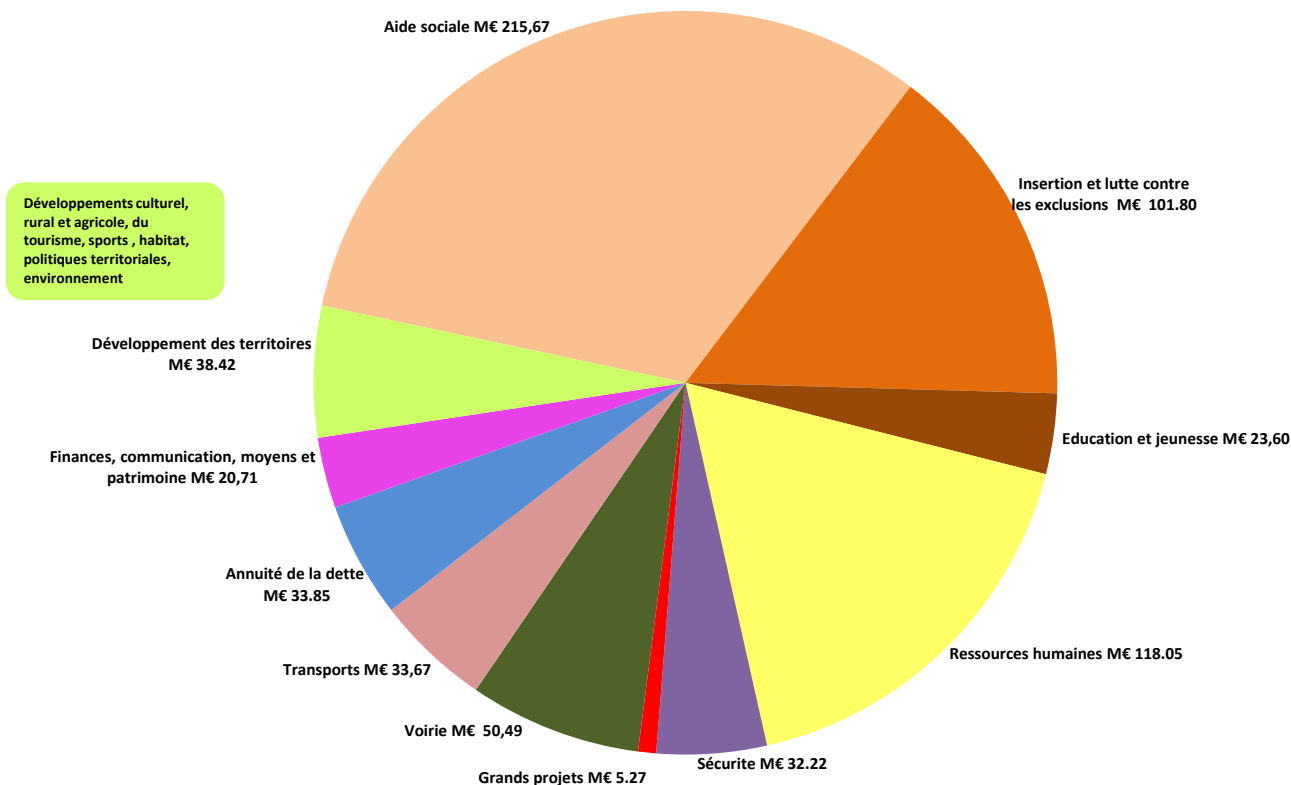
SYNTHÈSE SUR LE BUDGET ANNEXE

• **Le site de Charade** : En 2017 la moindre réalisation des recettes de fonctionnement (essentiellement due à des opérations différées) et la hausse des dépenses d'investissement (dépenses liées aux prescriptions pour l'homologation du circuit, travaux sur bâtiments et acquisition de matériels) ont nécessité que la subvention d'équilibre prévue soit versée en totalité. Cette subvention n'a pas été suffisante pour couvrir le besoin de financement total et un déficit de 36.5 K€ est constaté fin 2017.

La subvention d'équilibre versée permet ainsi de financer les investissements réalisés sur le site depuis 2012.

Zoom sur les dépenses et les recettes

VENTILATION DES DÉPENSES 673.75 M€



Neutralisation des dépenses liées aux prêts revolving pour 19.89 M€

TOTAL DES DEPENSES EN CRÉDITS DE PAIEMENT 2017

673.75 M€

AIDE SOCIALE 215.67 M€

Personnes Handicapées	80.64 M€
Prestation Compensation du Handicap	15.70 M€
Allocation Compensatrice Tierce Personne.....	3.49 M€
Maison Départementale du Handicap	1.49 M€
Aides à l'hébergement, autres actions.....	59.96 M€
Personnes âgées	78.11 M€
Allocation Personnalisée d'Autonomie.....	54.67 M€
Aide à l'hébergement en établissements.....	17.06 M€
Subventions pour la modernisation des structures d'accueil.....	0.99 M€
Télé-assistance	2.14 M€
Actions diverses et maintien à domicile	3.25 M€
Enfance et famille	56.10 M€
Prise en charge des frais de séjour en structures d'accueil	36.47 M€
Rémunération des assistantes maternelles.....	9.45 M€
Prévention, protection et actions diverses.....	10.18 M€

Autres actions sociales 0.46 M€

Mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP).....	0.14 M€
Frais divers d'administration et de développement social local.....	0.22 M€
Diverses subventions d'actions sociales.....	0.10 M€

Actions de santé..... 0.36 M€

Actions de santé engagées par le Centre Emile Roux

HABITAT ET LOGEMENT DES PERSONNES DÉFAVORISÉES 1.82 M€

Soutiens aux organismes 0.39 M€

ADIL, ADUHME CNL ...

Études d'urbanisme et accompagnement des collectivités..... 0.09 M€

Amélioration de l'habitat privé..... 0.48 M€

(prêts et subventions aux particuliers)

Production du logement social..... 0.86 M€

(accompagnement financier des bailleurs sociaux et des collectivités)

COMMUNICATION ET COOPERATION DECENTRALISEE..... 1.32 M€**DEVELOPPEMENT CULTUREL 4.62 M€****Schémas et politique structurée culturelle..... 0.85 M€***Soutien à l'entretien du patrimoine***Animation culturelle des territoires 0.80 M€***DALD (dotations d'animation locale)***Spectacle vivant (les Automnales)..... 0.13 M€****Aides aux grands équipements culturels 1.17 M€****Lecture publique 0.44 M€***Frais généraux de la Médiathèque, schéma départemental de la lecture publique***Images, arts plastiques, expositions et culture scientifique 0.12 M€***Subventions aux festivals de films et organisation d'expositions..***Enseignement et éducation artistique..... 0.60 M€***Schéma des enseignements artistiques et subventions aux écoles de musique***Soutien aux artistes et acteurs culturels 0.14 M€****Archéologie et musées..... 0.15 M€****Archives départementales 0.14 M€****Autres actions culturelles..... 0.08 M€***Frais d'administration générale de la Direction Générale de la Culture et diverses cotisations***DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET THERMALISME 0.97 M€****Valorisation des territoires 0.13 M€****Hébergement et restauration..... 0.23 M€***Diverses aides aux hébergements collectifs, hôtels, gîtes, la restauration et l'accessibilité des handicapés***Développement des filières de loisirs 0.16 M€***Fonds d'intervention touristique, autres aides***Animation touristique 0.45 M€***Aides aux organismes touristiques (Office de pôles, relais des gîtes, comité régional du développement touristique, S I Thermal du Puy-de-Dôme ..), éditions de guides et diverses actions***DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICOLE 4.26 M€****Filière forêt bois..... 0.40 M€***Plan bois énergie.....0.16 M€**Autres actions en faveur de la forêt et des entreprises forestières0.24 M€***Aides à la filière agricole 1.69 M€***Politique sanitaire dont participation au GIP Terana (0.34M€)0.59 M€**Soutien aux filières de qualité, aide à la structuration**des filières, à la diversification des productions0.91 M€**Installation et transmission des exploitations agricoles0.19 M€***Aménagement rural et des territoires..... 2.17 M€***Programme d'aménagement foncier en maîtrise d'ouvrage**(remembrement).....1.06 M€**Effacement des réseaux aériens0.69 M€**Actions diverses dont la gestion des espaces agricoles.....0.42 M€***EDUCATION ET JEUNESSE 23.60 M€****Collèges 19.29 M€***Travaux urgents, de sécurité et grosses réparations (3.35 M€)**et opérations de travaux (3.03 M€) sur les collèges8.44 M€**Frais de fonctionnement : dotations, restauration et hébergement scolaire8.50 M€**Autres actions en faveur des collèges (activités complémentaires, plan multimédia, subventions d'équipement, participation pour**l'utilisation d'équipements sportifs..)2.35 M€***Forfait externat..... 3.99 M€****Autres actions en faveur de la scolarité et de la jeunesse 0.32 M€***dont aides aux organismes socio- éducatifs (0.2 M€)***ENVIRONNEMENT 9.00 M€****Politique des déchets 0.10 M€****Milieux aquatiques 0.64 M€***dont les contrats SAGE***Espaces et patrimoine naturel 0.39 M€***Etudes, travaux sur les espaces naturels sensibles***Eau potable et assainissement 7.70 M€***AEP Assainissement7.45 M€**Autres actions pour l'eau, l'assainissement,**la protection des captages0.25 M€***Actions ponctuelles dans le domaine de l'environnement 0.17 M€****GRANDS PROJETS 5.27 M€****Projets structurants 2.10 M€***Site du Puy de Dôme : aménagement et fonctionnement0.39 M€**Subvention au délégataire dans le cadre de la DSP du**«Panoramique des Dômes» (1.23 M€), autres mesures d'accompagnement... 1.41 M€**Classement de la chaîne des puy au patrimoine mondial de l'UNESCO0.07 M€**Aménagement Temple de Mercure et sites archéologiques0.23 M€***Très haut débit et Shéma des usages numériques.. 1.88 M€****Contrat de plan Etat-région :****voie verte, itinéraires cyclabes 1.29 M€****INFORMATIQUE ET MOYENS 7.37 M€****Moyens de fonctionnement****des services administratifs 4.21 M€****Equipement en mobilier et matériel 0.16 M€****Informatique et téléphonie 3.00 M€**

**INSERTION ET LUTTE CONTRE
LES EXCLUSIONS 101.80 M€**

Insertion	94.12 M€
Actions d'insertion dans le cadre de la programmation du Fonds Social Européen.....	2.84 M€
Revenu de Solidarité Active RSA et RMI.....	88.84 M€
Contrats aidés.....	0.60 M€
Plan Départemental d'Insertion PDI.....	1.82 M€
Aides interventions en faveur de l'insertion.....	0.02 M€
Logement des personnes défavorisées	4.84 M€
Fonds Habitat (FSL).....	1.86 M€
PDLPD et volet logement du PDI.....	2.98 M€
Insertion de la jeunesse	2.21 M€
<i>Mesures d'accompagnement et de prévention : fonds de soutien aux jeunes, schéma d'insertion des jeunes ...</i>	
Politique de la ville	0.20 M€
<i>accompagnement des zones urbaines sensibles</i>	
Gens du voyage	0.43 M€
<i>Gestion des aires d'accueil, subventions pour la sédentarisation ...</i>	

PATRIMOINE DEPARTEMENTAL 3.32 M€

Travaux et maintenance sur patrimoine départemental	1.85 M€
<i>Dont grosses opérations (0.36 M€), grosses réparations (0.44 M€), travaux sur les centres d'interventions routières (0.35 M€) et centres sociaux (0,07 M€)</i>	
<i>Maintenance (0.55 M€)</i>	
Gestion du patrimoine	1.47 M€
<i>dont charges de location (0.6 M€) et assurances (0.33 M€)</i>	

POLITIQUES TERRITORIALES 17.09 M€

Contractualisation avec les EPCI et les communes	13.05 M€
<i>(FIC, CLD, CTDD)</i>	
Contractualisation avec les Pays	0.43 M€
<i>SMADC (0.43 M€)</i>	
Contractualisation avec les Parcs Naturels Régionaux	0.70 M€
<i>(Parcs des Volcans d'Auvergne et du Livradois Forez)</i>	
Adhésions et participations à divers organismes	0.72 M€
Développement économique	0.92 M€
<i>(soutien à l'artisanat, au commerce, aux zones d'activités)</i>	
Equipement stratégiques	1.27 M€
<i>(aéroport de Clermont)</i>	

RESSOURCES HUMAINES 118.05 M€

Frais de personnel	115.89 M€
<i>Masse salariale dont GIP TERANA 1.52M€ et Parc Technique 4,45 M€.....</i>	
<i>114.19 M€</i>	
<i>Frais de déplacement et autres frais.....</i>	
<i>1.70 M€</i>	
Prévention et action sociale	1.47 M€
Formation (0.6 M€) et communication interne	0.69 M€

SECURITE 32.22 M€**Participation au SDIS****SPORTS 1.14 M€**

Développement sportif	0.51 M€
<i>Aides aux organismes sportifs départementaux, Puy de Dôme Elites ...</i>	
Aides aux associations sportives : équipements, manifestations	0.15 M€

TRANSPORTS 33.67 M€

Transports scolaires	21.29 M€
Transports inter-urbain	5.20 M€
Charges de transport hors périmètre transférable	7.18 M€
<i>dont le transport scolaire des personnes handicapées 5,16 M€</i>	

VOIRIE * 50.49 M€

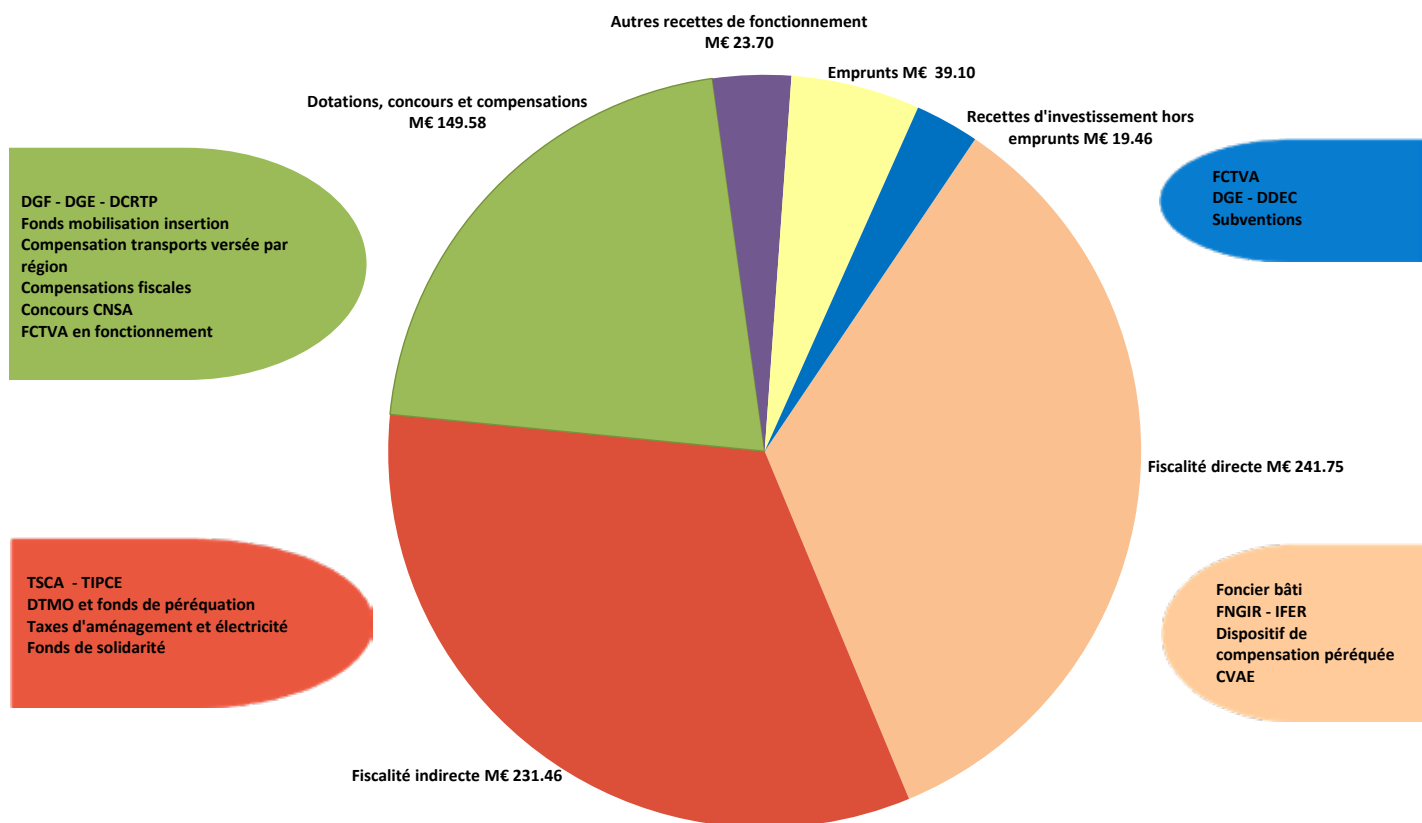
Entretien et sauvegarde du patrimoine routier ..	24.94 M€
<i>Renforcement des chaussées.....</i>	
<i>15.78 M€</i>	
<i>Entretien courant.....</i>	
<i>3.28 M€</i>	
<i>Grosses réparations.....</i>	
<i>0.81 M€</i>	
<i>Ponts et ouvrages d'art.....</i>	
<i>4.01 M€</i>	
<i>Signalisation horizontale et directionnelle.....</i>	
<i>1.06 M€</i>	
Amélioration du réseau routier	8.66 M€
<i>Elargissement des RD.....</i>	
<i>0.70 M€</i>	
<i>Opérations de sécurité.....</i>	
<i>3.53 M€</i>	
<i>Aménagement des RD en agglomération.....</i>	
<i>2.81 M€</i>	
<i>Acquisitions foncières.....</i>	
<i>0.23 M€</i>	
<i>Aménagements paysagers.....</i>	
<i>0.17 M€</i>	
<i>Autres actions.....</i>	
<i>1.22 M€</i>	
<i>dont études (0.47 M€) et bandes cyclables : (0.66 M€)</i>	
Viabilité hivernale	2.69 M€
<i>Location de matériels, subventions versées aux collectivités.</i>	
Equipement des routes et autres actions routières ...	14.20 M€
<i>Travaux sur bâtiments, acquisition de véhicules.....</i>	
<i>8.68 M€</i>	
<i>Aides pour l'aménagement des RD.....</i>	
<i>0.43 M€</i>	
<i>Aménagements routiers Plan Etat-Région.....</i>	
<i>2.63 M€</i>	
<i>Autres dont opérations décroisement (0.83M€),.....</i>	
<i>2.46 M€</i>	

FINANCES 47.66 M€

Dette et trésorerie dont remboursement de la dette (33.85 M€)	34 M€
Indemnités, frais de mission et de formation des élus, amicale de retraite des Conseillers départementaux ...	3.16 M€
Prélèvement fonds de solidarité	4.84 M€
Dotations aux provisions	0.43 M€
Autres affaires financières	0.12 M€

*La répartition des dépenses entre les programmes de la politique Voirie a évolué depuis 2016 en raison de l'intégration du Parc technique au sein du budget principal (Cf § 'Le saviez-vous ? ' en p 2). Par exemple s'agissant de la viabilité hivernale, le chiffre indiqué n'intègre pas la valorisation de la masse salariale ni les coûts indirects. À titre indicatif le bilan de la VH 2017/2018 devrait être proche de 8,7M€.

VENTILATION DES RECETTES 705.05 M€



Neutralisation des recettes liées aux prêts revolving : 9.42 M€

TOTAL DES RECETTES EN CRÉDITS DE PAIEMENT 2017 705.05 M€

RECETTES DE FONCTIONNEMENT 646.49 M€

■ Fiscalité directe 241.75 M€

Foncier bâti.....	161.49 M€
Dispositif de compensation péréquée	8.75 M€
Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE).....	36.51 M€
Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR).....	10.26 M€
Imposition forfaitaire sur les entreprises IFER.....	1.18 M€

■ Fiscalité indirecte 231.46 M€

Taxe sur les conventions d'assurances TSCA	81.04 M€
Taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques TICPE	52.70 M€
Droits de mutations DMTO.....	77.28 M€
Fonds de péréquation DMTO.....	7.34 M€
Fonds de solidarité	3.59 M€
Taxe d'électricité	6.98 M€
Taxes d'aménagement et autre fiscalité indirecte.....	2.53 M€

■ Dotations, concours et compensations..... 149.58 M€

Dotation générale de fonctionnement DGF.....	80.87 M€
Dotation générale de décentralisation DGD.....	2.53 M€
Dotations de compensation de réforme de la taxe professionnelle DCRTP... ..	11.56 M€
Compensations fiscales	4.86 M€
Concours CNSA pour APA,MDPH, PCH, Financeurs, section IV	32.14 M€
Fonds de mobilisation départemental insertion.....	4.07 M€
Compensation transports versée par la région.....	12.72 M€
FCTVA en fonctionnement.....	0.83 M€

■ Autres produits de fonctionnement 23.70 M€ (cessions non comprises)

RECETTES D'INVESTISSEMENT 58.56 M€

■ Emprunts.....	39.10 M€
■ Fonds de compensation de la TVA FCTVA	7.22 M€
■ Dotations d'Equipement DGE et DDEC.....	5.92 M€
■ Subventions reçues	3.06 M€
■ Autres recettes d'investissement	3.26 M€